BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr; Six mois, 23 fr; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr; Six mois, 27 fr; Un an, 51 fr; -- L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes -- On traite à forfait

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GERANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine et chez J.-B. PARDON et FILS, 26, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelles.

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 47, m., 12 24, 1 42, 3 39, 5 08, 6 15, 7 33, 8 32, 9 23, 11 11, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 48, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 39, 4 58, 5 38, 8 13, 10 11, 11 25 Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 40, 5 20, 6 55, 7 55, 9 05, 11 15, Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 6 53, 8 08, 9 44, 11 28, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 06, 7 24, 8 23, 9 24, 11 02, Mouscron à Lille, 6 35, 7 50, 9 22, 11 10, 11 57, 3 13, 4 42, 5 49, 7 02, 90

BOURSE DE PARIS

DU 17 JUIN	
3 0/0	59 12 1/2
4 1/2	85 75
Emprunts (5 0/0)	94 80
DU 18 JUIN	
3 0/0	59 75
4 1/2	85 90
Emprunts (5 0/0)	94 90

ROUBAIX, 18 JUIN 1874

BULLETIN DU JOUR

La commission des lois constitutionnelles s'est occupée hier de la proposition Casimir Périer. On paraît décidé à en finir le plus promptement possible. Notre correspondant versailles résume les incidents de la séance. On se réunira de nouveau aujourd'hui.

L'Assemblée a abordé la seconde délibération du projet d'organisation municipale qui fait suite au projet de loi sur l'électorat municipal. Un contre-projet de M. Fresneau, combattu par la commission, a été rejeté. La Chambre a repoussé le renvoi d'un contre-projet de M. Vingtain. M. de Chabrol a combattu un amendement de M. Journault tendant à remplacer les articles 7, 8, 9 et 10 du projet par un article abrogeant les dispositions de la loi de 1837 et les lois antérieures en matière d'administration municipale. Il a dit que l'impôt devait être voté par ceux qui le paient.

M. Jules Ferry a prétendu que l'intérêt général devait dominer tous les intérêts particuliers, comme si les intérêts particuliers ne constituaient pas l'intérêt général. Il a dit, en outre, que le suffrage universel ne menaçait pas la propriété.

M. de Chabrol a répondu que la droite ne se sentait pas atteinte par les attaques dirigées contre elle par une certaine partie de l'Assemblée. (Rumeurs de gauche.) Il faut mettre fin, a-t-il dit, aux emprunts municipaux dont le chiffre atteint déjà plus de 700 millions. M. Journault a retiré son amendement et s'est rallié à un amendement de M. Parent. La discussion continuera aujourd'hui. Les projets de convention avec la Russie ont été adoptés.

L'échappé de Nouméa, M. Henri Rochefort, est débarqué hier, 17 juin, en Angleterre, à Queenstown. Il n'y a pas trouvé la réception que sa vanité s'était promise. Rochefort a été sifflé et la police a dû intervenir pour le protéger contre la population indignée. M. Rochefort devrait trouver en somme que la police a du bon, car c'est la seconde fois qu'il lui doit son salut. En effet, lors de sa translation à Versailles après la Commune, le fameux lanternier eut été fortement maltraité sans l'intervention des agents et des soldats qui le conduisaient.

Le Journal des Débats publie encore ce matin un de ces articles qui expriment, dit-on, la pensée exacte, les desirs et les espérances du centre gauche. A

ce titre, plusieurs passages de cet article méritent d'être signalés.

Après diverses considérations sur les mérites respectifs de la république et de la Monarchie, l'auteur affirme, sans crainte d'être démenti, dit-il, « que la proposition du centre gauche a été bien accueillie par tous les esprits modérés en dehors de l'Assemblée. Cela ne signifie pas malheureusement que la constitution d'un gouvernement définitif puisse, dès à présent, compter sur une majorité dans l'Assemblée... » Nous ne voulons pas surfaire la portée parlementaire du vote du 15 juin; nous savons fort bien que ce vote demeure stérile, si le centre droit et même une partie de la droite modérée ne consentent point à s'y associer, et nous reconnaissons, non sans tristesse, qu'on ne paraît point encore se résigner, dans ces régions monarchiques de l'Assemblée, à la constitution d'une république définitive, même avec ce correctif d'une révision! mais nous ne désespérons pas encore....

« Le centre gauche ne prétend pas faire la loi aux conservateurs et aux libéraux de l'ancienne majorité... S'il veut constituer un gouvernement définitif, c'est avec eux... » Si l'alliance entre les deux centres n'est pas faite, ce n'est pas la faute du centre gauche; et en ce moment encore, après la victoire, il est tout aussi disposé qu'il l'était avant à montrer toute la déférence possible pour les vues du centre droit en matière d'organisation constitutionnelle... Il ne lui refusera rien en fait de garanties conservatrices.

L'auteur de l'article se demande ce qui arrivera, si ce dernier appel patriotique n'est pas entendu?

« La porte, dit-il, demeurera ouverte aux intrigues et à la propagande bonapartistes, et l'empire pourrait bien quelque jour recueillir la mauvaise humeur des monarchistes. » La responsabilité de ce dernier malheur retomberait sur ceux qui, en haine d'une république constitutionnelle, se seraient rendus complices, volontairement ou involontairement, de la restauration du césarisme.

Nous trouvons, nous, que la responsabilité de ce « dernier malheur » retomberait sur ceux qui, en haine de la monarchie nationale et constitutionnelle, auraient favorisé, sous le nom de république conservatrice, l'établissement d'un nouveau régime d'aventures qui nous mènerait tout droit à une nouvelle commune et à une nouvelle invasion.

A propos des rectifications qui ont changé complètement la Majorité dans le vote sur l'urgence de la proposition de M. Casimir Périer, nous avons entendu regretter que le règlement de l'Assemblée nationale n'eût pas prévu la révision d'un vote et institué à cet effet une procédure régulière.

Il peut se trouver des circonstances où cette révision aurait de très importantes conséquences.

A l'appui de cette thèse, le Monde dit avoir entendu citer par un honorable député de la Droite, qui est un savant, l'exemple

même du vote abominable qui a condamné Louis XVI à mort. Il paraît que, par suite des rectifications qui furent faites après le vote, la majorité n'était plus acquise à la peine de mort. Il n'y a certes pas d'exemple plus saisissant; ainsi une formalité inscrite dans un règlement eût pu épargner à la France la honte et la responsabilité de cet exécrable forfait; il paraît, en outre, que parmi les bulletins de votes conservés aux archives nationales, un assez grand nombre sont illisibles!

M. le duc de La Rochefoucauld-Bisaccia, après avoir fait sa proposition de restauration de la Monarchie, est allé porter sa démission d'ambassadeur à M. le maréchal de Mac-Mahon, qui l'a acceptée.

Quand MM. Picard et Lanfrey venaient de Bruxelles et de Berne pour émettre des votes républicains, ils ne se piquaient point de tant de délicatesse, et ils ne songeaient pas à donner leur démission. Mais M. de La Rochefoucauld, après avoir agi en cavalier à l'Assemblée, a trouvé tout simple de se comporter en gentilhomme et en royaliste après la séance.

La Liberté annonce que le président de la république n'a pas cru devoir accueillir une demande d'audience qui lui a été adressée par M. Labadié, l'ex-président du conseil général des Bouches-du-Rhône.

Le ministre des travaux publics vient de confier à une commission spéciale le soin d'examiner les résultats de l'enquête ouverte sur le projet de tunnel sous-marin entre la France et l'Angleterre.

Le Journal de Paris dit que « la droite, touchée de l'argument que le projet de M. de La Rochefoucauld-Bisaccia était inconstitutionnel, parce qu'il ne visait pas la loi du 20 novembre, se dispose, dit-on, à déposer un nouveau projet dans lequel il sera dit que le maréchal de Mac-Mahon exercera les fonctions de lieutenant général du royaume jusqu'au 20 novembre 1880. »

LETTRÉ DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix)

Paris, 17 juin 1874.

Les partisans de la République, théristses et radicaux, se montrent aujourd'hui beaucoup moins confiants dans leur triomphe. Les réclamations qui se sont produites au sujet du scrutin sur la proposition du centre gauche prouvent qu'elle n'a pas obtenu la majorité. Les hésitants et les abstentionnistes du centre droit paraissent un peu honteux de leur attitude et ils pourraient bien, quand viendra le scrutin final, se rallier à la droite.

Le Journal des Débats parle, ce matin, de la confiance que le pays puisera dans le vote du 14... puis, immédiatement au-dessous de cette phrase, se trouve le bulletin de la Bourse, contenant une baisse de 35 centimes, comme témoignage de confiance du pays dans l'éventualité d'un régime républicain.

Le principal organe du centre droit, le Journal de Paris, se moque spirituellement des républicains qui s'indignent contre ce même journal, qui, au mois d'octobre dernier, disait que l'Assemblée pouvait proclamer la Monarchie à une voix de majorité... Eh bien! ces mêmes républicains se vantent aujourd'hui de faire la République à une voix de majorité!

Autre palinodie! Les républicains, dans la séance du 30 août 1871, se sont pronon-

cés, au nombre de 225 membres de la gauche, contre tout pouvoir constituant de l'Assemblée... et aujourd'hui, ils acceptaient la République, même à une voix de majorité, des mains d'une Assemblée qu'ils regardaient comme incomplète et à laquelle ils refusaient le pouvoir constituant!

M. Edouard Hervé déclare dans le Journal de Paris d'hier soir, qu'il y a de très fortes chances, pour que la majorité d'une voix ne se retrouve pas lorsque l'Assemblée devra se prononcer définitivement sur la proposition Casimir Périer.

M. Edouard Hervé regrette que l'Assemblée n'ait pas renvoyé à la commission des trente la proposition de M. le duc de Bisaccia, comme il avait été fait pour la proposition de M. Lambert Sainte-Croix.

La commission des lois constitutionnelles a été saisie aujourd'hui de l'examen de la proposition de M. Wallon pour l'organisation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon; cette proposition évite d'affirmer l'existence d'un gouvernement républicain.

Dans les salons de la présidence, à Versailles, on paraît croire que ni la république, ni la monarchie n'obtiendront la majorité dans l'Assemblée et qu'il faudra en revenir au maintien du septennat, avec les pouvoirs fortifiés du maréchal.

M. Bathie, président de la commission des trente, serait d'avis, dit-on, de ne pas accepter l'examen de la proposition Casimir Périer et de réclamer le renvoi à une commission spéciale.

Dans la discussion du projet d'organisation municipale un certain nombre de membres du centre gauche qui s'étaient montrés favorables à la nomination des maires par le pouvoir exécutif, paraissent disposés aujourd'hui à changer d'opinion; on sait que M. Fourtou a déclaré que le gouvernement maintiendrait le principe de la nomination par l'Etat.

Hier, une dame a passé à la faculté de médecine son second examen pour le doctorat, avec les félicitations les plus vives de la part de ses examinateurs et du public.

A Paris, la première dame qui fut conféré le titre de docteur fut miss Gar... d'Edimbourg, qui fut reçue en 1870. En août 1871, miss Mary P..., de New-York, passa, non sans succès, sa thèse inaugurée en présence d'un grand nombre d'étudiants. Aujourd'hui le nombre des femmes qui fréquentent les cours est bien plus considérable. Dix ont pris des inscriptions et passé déjà un certain nombre d'examens.

Il y a deux françaises, quatre anglaises, trois russes et une allemande. Onze autres suivent les cours sans avoir pris d'inscription. Parmi elles, sept sont russes et on leur a jusqu'ici refusé toute autorisation parce qu'elles avaient fait partie à Zurich d'une association qui avait, paraît-il, déplié au gouvernement Russe: les quatre autres sont anglaises et n'ont pas encore reçu l'autorisation ministérielle.

La Bourse est remise aujourd'hui de ses craintes de nous voir livrés à la République, les renseignements qui arrivent de Versailles ne mettent pas en doute que la proposition Casimir Périer sera rejetée au scrutin définitif.

P. S. — La commission des lois constitutionnelles n'a pu terminer aujourd'hui la discussion sur la proposition Casimir Périer. Cette proposition a été vivement soutenue par MM. Dufaure et Cézanne. M. de Kerdrel a au contraire insisté pour le maintien pur et simple de la loi du 20 novembre. Tout fait prévoir que le rapport de la

commission conclura au rejet de la proposition.

Il se confirme que M. de Fourtou fera une question de cabinet du droit de nomination des maires par l'Etat, mais il accepterait une proposition qui lui donnerait ce pouvoir à titre provisoire.

M. Henri Rochefort est arrivé à Londres. A son débarquement à Queenstown la police a dû intervenir pour le protéger contre les manifestations hostiles.

DE SAINT-CHÉRON.

LETTRÉ DE VERSAILLES

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix)

Versailles, 17 juin.

Le vote du 15 juin est toujours l'objet des conversations. Tout le monde convient que la signification en a été démesurément exagérée. Mais, du reste, la France sera bientôt en mesure de juger ce que vaut la prétendue majorité de 345. La commission des lois constitutionnelles s'est réunie aujourd'hui et elle a longuement discuté la proposition de M. Casimir Périer. Après un débat auquel ont pris part MM. Lambert Ste-Croix, Antonin Lefèvre-Pontalis et Lucien Brun il a été convenu que vendredi prochain la proposition Périer serait soumise au vote de la commission, et que dès le lendemain, un rapport à ce sujet serait lu à l'Assemblée.

Jusqu'à là, que les républicains observent donc la sage réserve que leur impose la situation actuelle. Ainsi que je vous l'ai dit hier, les chances du scrutin sont loin de paraître favorables à nos adversaires, et s'il faut en croire les prévisions des esprits les moins optimistes c'est notre cause qui bénéficiera du p.ochain vote.

Mais sans aller chercher bien loin des motifs de reprendre courage, il nous suffit de lire l'article publié ce matin par le journal de M. Gambetta. A l'enthousiasme de la veille ont succédé l'abattement et la défiance.

La République Française envisage avec tristesse l'éventualité d'un échec, et ébauche déjà une élégie sur ses illusions perdues. Même découragement chez les républicains que l'on rencontre à la chambre; ils entendent déjà un insuccès pour la proposition Périer et annoncent qu' aussitôt après avoir été battus ils reprendront tous, républicains conservateurs et radicaux, une campagne dissolutionniste.

Mais, comment espérez-vous, leur demande-t-on, rallier à la dissolution des hommes que vous n'aurez pu entraîner vers la République? A cette question, nos adversaires se taisent et avouent qu'ils n'ont pas plus de confiance dans le succès de la campagne dissolutionniste que dans celui de la campagne républicaine. C'est le temps disent-ils, sur lequel nous comptons le plus, c'est lui qui nous fournira sans doute l'occasion favorable; mais quelle sera cette occasion, nous l'ignorons.

Si je vous rapporte ces paroles, c'est pour vous mettre à même de juger de la confusion qui règne dans les rangs de nos adversaires et pour que le spectacle de cet embarras vous rassure.

Ne nous laissons donc pas envahir par un pessimisme énervant; quand nous le voudrions, nous pourrions venir à bout des obstacles qui nous ont instantanément arrêtés.

Pour triompher, il nous suffit d'avoir la ferme résolution de vaincre et d'observer la plus stricte discipline. A. Z.

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 19 JUIN 1874.

— 16 —

LE

RÉCIF DES TRIAGOS

III. — LA PEINE DU TALION.

Elle ratifia la détermination de son père sans embarras, sans fausse honte, elle raille l'amour craintif de son fiancé, avoua franchement le sien et ajouta quelques-unes de ces paroles charmanes dont les femmes trouvent le secret dans leur cœur. Laurent se souvint alors de nombreux détails qui lui avaient échappé et dont maintenant il comprenait le sens.

La soirée s'écoula rapidement, Madeleine souriait à l'ivresse de Laurent, mais une pensée mélancolique se mêlait à sa gaieté.

Ne me remerciez pas trop, Laurent, lui dit-elle, qui sais si je vous convie à un bonheur tranquille? Qui peut dire à quelles extrémités sa portera M. Parvilliers en voyant lui échapper la fortune qu'il convoitait! Attendez-vous aux épreuves, Laurent, et tenez-vous prêt pour les jours d'orage.

Que lui importait? S'il y avait des périls à vaincre, tant mieux, ils mettraient en lumière son dévouement; s'il y avait des ennemis à combattre, il saurait bien déjouer leurs projets. Dans

l'ardeur de sa confiance, il ne mettait pas en doute que, lui présent, le bonheur de ceux qu'il aimait ne fût invulnérable.

Il ne savait pas qu'il est des trames perfides contre lesquelles la vigilance et le dévouement sont impuissants. La haine de M. Parvilliers ne s'endormit pas.

On ne peut se figurer aujourd'hui de quelle puissance dictatoriale étaient armés les préfets sous le Consulat et l'Empire. Représentants des intérêts de l'Etat, juges de la façon dont il convenait de les servir, ils ne connaissaient dans les détails administratifs d'autre règle que les caprices de leur volonté. La fortune, la liberté des citoyens étaient dans leurs mains; la loi les gênait peu, et, pour comble de malheur, le département dont M. Parvilliers avait la direction, était un de ceux où, à la suite de difficultés peu sérieuses, le cours de la légalité avait été officiellement suspendu.

Les avanies de toutes sortes vinrent fondre sur le château. A chaque instant c'étaient des troupes qu'il fallait loger, des réquisitions auxquelles il fallait se soumettre. Des délits imaginaires étaient constatés et donnaient lieu à d'interminables procès. La haine, la jalousie des voisins étaient encouragés. On n'en finirait pas si l'on voulait énumérer toutes les vexations dont le vieillard inoffensif était victime.

Un de ses amis lui écrivit de Paris que son dossier au ministère était terrible, qu'il était signalé comme un des

ennemis les plus dangereux du gouvernement impérial. Chose triste à dire, Madeleine y avait sa place, elle figurait parmi les riches héritières dont on ne voulait à aucun prix laisser passer la fortune à des gens hostiles et dont la main était destinée à encourager certains dévouements, à payer certains services.

Jamais on ne faisait vainement appel à l'humanité du comte, sa porte s'était souvent ouverte à des proscrits de différents partis, sans qu'ils eussent à invoquer d'autre titre que celui du malheur. On le savait, mais tous les efforts pour le prendre en défaut restèrent infructueux et l'amour-propre du préfet froissé par ces échecs ajouta un nouveau ferment à sa haine.

Aux jours de déclin du pouvoir impérial, après la campagne de Russie et la conspiration de Mallet, la surveillance devint plus implacable, la surveillance exercée sur les personnes suspectes plus arbitraire et plus tyrannique.

Par une soirée neigeuse de 1813, un inconnu se présenta au château. Il raconta qu'il vivait avec sa mère d'une petite terre qu'ils faisaient valoir, lorsqu'on était venu leur enlever leur unique cheval, parce qu'il fallait remplacer ceux qui étaient restés sous les neiges de la Russie. En se voyant dérober sa dernière ressource, il avait cédé à l'égarément de la douleur et avait résisté; puis, pour échapper aux terribles conséquences d'une accusation de rébellion, il avait fui à travers champs, il était exténué, et, connaissant la généro-

sité du comte, venait lui demander asile.

L'histoire était vraisemblable, le comte accueillit sans soupçon le fugitif, mais Laurent était devenu méfiant, il observa l'inconnu et le surprit portant des regards investigateurs sur l'habitation qui l'avait accueilli. Ses questions, l'ensemble de sa conduite, achevèrent de le convaincre d'une trame ourdie contre son bienfaiteur.

A travers un trou qu'il avait pratiqué dans la cloison, Laurent surveillait dans sa chambre le prétendu paysan. Il le vit écrire une lettre qu'il plia soigneusement, puis se disposer à sortir; mais au moment où il allait franchir le seuil, une main vigoureuse l'arrêta.

Le misérable, intimidé par le langage résolu de Laurent et par le canon d'un pistolet braqué sur sa poitrine, se décida à tout révéler. Il avoua que l'autorité, soupçonnant la présence au château d'un personnage compromis dans la conspiration Mallet, il s'y était introduit pour diriger les recherches de la police. La lettre qu'il adressait à l'agent du préfet, renfermait des détails tellement précis, qu'il devait être facile de mettre la main sur le proscrit.

A cette lettre, Laurent le força d'en substituer une autre dans laquelle il déclarait que l'intervention de la police ne serait opportune et efficace qu'après un délai de trois jours. Cet avis était appuyé de considérations et de détails imaginés pour égarer les ennemis du comte.

Le message fut transmis par la voie convenue entre les auteurs du stratagème et l'espion mis sous clef. Mais le danger était ajourné, non conjuré; le délai expiré, il s'aggravait du ressentiment de l'autorité humiliée, il fallait à tout prix soustraire le comte à la haine de M. Parvilliers.

Il prit avec lui les valeurs qu'il put emporter, en déposa d'autres dans une cachette dont il confia le secret à son futur gendre et se dirigea vers le Havre avec Madeleine. La contrebande était alors très-active, notre marine impuissante à surveiller les côtes, il n'eut donc pas de peine à atteindre celles de l'Angleterre. Au bout de trois jours, la force armée s'abattit sur le château, mais elle ne trouva pas sa proie, Laurent lui-même lui échappa, et, à travers de longs obstacles, parvint à rejoindre son bienfaiteur.

Le comte de Rhétiers l'accueillit avec bonheur et il se préparait à hâter la cérémonie du mariage lorsque survinrent les événements de 1814. Les désastres de la patrie serrèrent le cœur du vieillard, mais ils lui en ouvraient les portes, et l'espoir d'y terminer ses jours au milieu de siens ranima ses forces depuis longtemps affaiblies.

Cette joie ne lui fut pas accordée, la maladie dont il souffrait s'aggrava rapidement, et après quelques mois, il expira. Avant de mourir, il recommanda à Laurent et à Madeleine de partir au plus tôt pour faire célébrer leur mariage sur la terre natale.